

Question orale de Caroline Cassart, Députée,
à Céline Tellier, Ministre de l'Environnement, de la Nature,
de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
concernant
**L'achat de terres agricoles wallonnes par le
Gouvernement bruxellois pour préserver la biodiversité**

Madame la Ministre,

Le Gouvernement bruxellois, selon l'annonce d'Alain Maron, va acheter des terres agricoles dans les Brabants wallon et flamand afin de, je cite, "*préserver la biodiversité et favoriser une agriculture locale qui pourrait nourrir une partie de la population bruxelloise*".

Cette annonce passe mal auprès des agriculteurs. Certains y voient une insulte alors même que la profession ne ménage pas ses efforts pour fournir des produits locaux de qualité tout en préservant la biodiversité. Les agriculteurs doivent aujourd'hui défendre leur image au quotidien. La démarche de votre homologue bruxellois pose de nombreuses questions.

Je pense savoir que la mesure annoncée par Alain Maron rentre dans le plan environnement/diversité de la région bruxelloise. Sachant que vous êtes notamment compétente pour l'environnement, la biodiversité et la ruralité, envisagez-vous de suivre votre homologue bruxellois et de lancer une démarche similaire en Wallonie? Avez-vous été contactée par ce dernier à ce sujet? Dans l'affirmative, qu'en ressort-il?

Je vous remercie.

La réponse de la Ministre Tellier :

L'annonce du ministre bruxellois Alain Maron a, de fait, c'est le moins que l'on puisse dire, fait grand bruit la semaine dernière.

Il a par la suite réexpliqué le contexte de cette annonce et les échanges qui en ont suivi avec les organisations agricoles semblent avoir permis de les rassurer sur ce projet, voire même de les y associer.

Ceci dit, Bruxelles n'est pas une île, vous en conviendrez. À ce titre, la coopération entre les Régions est importante pour renforcer et faciliter les circuits courts alimentaires au bénéfice de tous.

L'élaboration de la nouvelle stratégie bruxelloise Good Food aura lieu en 2021, soit en parallèle des travaux de l'alliance Emploi-Environnement pour l'alimentation au niveau wallon. Il y aura de nombreuses opportunités de dialoguer avec la Région bruxelloise pour construire une stratégie cohérente entre les différentes Régions du pays.

Je voudrais rebondir sur votre question pour élargir le propos au-delà de cette polémique bruxelloise. L'enjeu est celui du développement des circuits courts et de l'alimentation durable qui une des priorités que je porte avec mes collègues du Gouvernement.

Pour rappel, en collaboration avec mes collègues Willy Borsus en charge de l'Agriculture et Christie Morreale en charge l'Emploi, le Gouvernement wallon a approuvé plusieurs mesures destinées à favoriser la résilience et la relocalisation du système alimentaire wallon.

Notre ambition en Wallonie est de fédérer l'ensemble des acteurs pour accélérer la transition vers un système agroalimentaire qui soit plus durable dans une véritable structure faitière partenariale.

C'est ainsi que nous avons décidé de mettre en place le Collège wallon de l'alimentation durable dont les travaux débiteront dans quelques jours. Ce Collège est attendu de longue date par les acteurs de terrain. Il réunit une quarantaine de représentants et d'intervenants des différents acteurs du système alimentaire wallon – production, transformation, distribution, restauration, consommation –, mais aussi les secteurs de la santé, de l'environnement et des déchets, de l'éducation, de la recherche, de l'action sociale, issus tant des secteurs publics-privés qu'associatifs et des différents niveaux de pouvoirs.

Ce Collège wallon de l'alimentation durable sera chargé notamment de lancer l'alliance Emploi- Environnement pour l'alimentation.

Cette alliance permettra de stimuler la demande de produits locaux et de renforcer l'offre, d'augmenter les normes environnementales liées aux processus alimentaires, mais aussi de déployer l'emploi dans les secteurs concernés, tout en veillant à assurer l'accès à une alimentation équilibrée et durable à toutes et à tous, tout en soutenant nos agriculteurs.

Nous avons également lancé un appel à projets pour soutenir une dizaine d'initiatives de relocalisation alimentaire territoriale, qu'il s'agisse de ceintures alimentaires, de coopératives de producteurs et de consommateurs, de groupes d'achats, de structures de transformation de type conserverie, et cetera.

Cet appel a rencontré un succès important puisque plus de 140 projets nous sont parvenus. Le travail de sélection des projets est en cours à l'aide de jurys spécialisés. Nous aurons, je n'en doute pas, l'occasion d'en reparler.

Enfin, la crise covid a montré à quel point une relocalisation plus importante de notre système alimentaire était soutenue par nos concitoyens qui ont plébiscité les circuits courts durant le confinement. Nos concitoyens attendent des actes plus que des polémiques, et c'est dans ce sens que nous travaillons.